

# Front Ouvrier

POUSSIÈRES...

Il y a les imbéciles qui voient les S. S., la Gestapo, etc., sans voir les trusts qui sont derrière.  
Il y a les imbéciles qui voient les trusts, sans voir la police bourgeoise et les gardes mobiles qui sont devant.  
Ce sont les mêmes...

SIÈGE : 4, rue de Marseille, 4  
LYON -- Permanence tous les vendredis de 18 à 20 h.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »

ABONNEMENT POUR 24 NUMÉROS : 60 francs  
Prix du numéro : 3 fr.

## ECHELLE MOBILE DES SALAIRES ! AU FOND, IL N'Y A PAS DE QUOI RIRE

### Vers les Comités de gestion

Depuis août 1944, dans la plupart des usines de la région lyonnaise fonctionnent des Comités patriotiques, dont dernièrement un texte gouvernemental a plus ou moins officialisé l'existence.

Jusqu'à présent, le rôle de ces comités a été exclusivement d'intensifier la production. Et si, dans les premiers temps, abusés par les mots, les travailleurs ont cru que cette augmentation de la production se marquerait pour eux par une amélioration des conditions d'existence, il devient maintenant évident qu'il n'en est rien, et que les seuls bénéficiaires de ces comités ont été les patrons.

Grâce à ces comités, beaucoup d'entre eux ont obtenu matières premières et débouchés, ce qui ne les empêche pas de refuser ou de discuter à l'aveugle les demandes d'augmentation de salaires. Les travailleurs ont de plus en plus l'impression d'avoir été bernés, car si cette expérience des comités a montré qu'ils étaient capables de conduire la production et de l'augmenter, elle a également montré que tout cela n'avait été fait en fin de compte qu'au bénéfice unique du patronat. Car les attributions de ces comités sont incomplètes : ils n'ont aucun contrôle sur la gestion des entreprises, et tant que la représentation ouvrière n'a pas de rôle effectif, elle ne sert qu'à endormir les ouvriers.

Devant cet état de choses, et pour ne pas continuer à être les dindons de la farce, il faut réagir : il faut transformer les comités en de véritables comités de contrôle et de gestion, élus démocratiquement et responsables devant les ouvriers. Cette solution permet seule à l'effort des ouvriers de servir l'ensemble des travailleurs, et non plus d'être asservie à une minorité de profiteurs. Il faut, par des organismes de liaison inter-usines, coordonner la production, pour qu'elle se fasse suivant un plan et non suivant les calculs intéressés des marchands de canons.

C'est la seule façon de sortir le pays de la misère où l'a plongé la guerre impérialiste, fruit du capitalisme.

Tous au combat pour de véritables Comités d'usine !  
F. O.

### LE FANTÔME DE L'INFLATION.

La course entre les prix et les salaires continue : à peine avons-nous obtenu, par la grâce de Monsieur Parodi, quelques maigres avantages, que nous les voyons entièrement absorbés et dépassés par la hausse vertigineuse du coût de la vie. La bourgeoisie nous invite à la « patience ». Sous prétexte qu'il faut éviter la catastrophe de l'inflation, elle fait supporter à la classe ouvrière le poids des mesures restrictives, le poids des précautions prises pour enrayer l'anarchie économique grandissante. Les prix montent, mais les salaires ne bougent pas. On bloque les salaires, mais on laisse la plus grande

Cette comédie va-t-elle durer longtemps ?

On veut nous enfermer dans un état : stabilisation des salaires ou inflation : de toute façon, c'est la misère. Or, pourtant, sans se lasser, à ceux qui disent qu'il n'y a rien à faire, nos camarades répondent par leurs revendications. Dans les services publics, le bâtiment, l'alimentation, le sous-sol, la métallurgie, la lutte se poursuit : pour le relèvement et l'unification des salaires, la suppression du plafond et le minimum à 23 francs de l'heure, le salaire égal pour la femme, la majoration des retraites, etc.

### LA LUTTE CONTRE LE CAPITAL.

Malgré tous ses discours et toutes ses promesses, le Gouvernement se montre totalement incapable de stabiliser le coût de la vie. S'il est en son pouvoir de bloquer les salaires et de réduire ainsi les travailleurs à la misère, il ne veut à aucun prix faire une peine, même légère, à ses patrons capitalistes en réduisant leurs scandaleux bénéfices par un blocage des prix.

Comment la classe ouvrière peut-elle briser ce mur d'intérêts que la bourgeoisie lui oppose ? En supprimant le profit capitaliste, en exigeant la gestion des entreprises par les travailleurs eux-mêmes. Mais ceci ne peut être arraché que par la force, car il s'agit du fondement de l'exploitation bourgeoise. Si le patronat lutte farouchement contre la suppression du secret commercial et le contrôle ouvrier, c'est qu'une telle atteinte aux privilèges des possédants serait le prélude à l'émancipation des exploités. C'est qu'il ne serait plus possible de truquer les bilans, ni de dissimuler aux travailleurs le bénéfice que l'on tire de leur travail. C'est que la preuve serait faite de l'inébranlabilité du socialisme.

### PREMIÈRE REVENDICATION A FORMULER.

Or, dans toutes leurs résolutions, les partis ouvriers et les syndicats constatent ces faits, mais n'osent, ou ne veulent pas, proposer aux travailleurs les mesures susceptibles de résoudre concrètement le problème.

Une des seules mesures à prendre est l'échelle mobile des salaires.

(Suite à la page 2.)

OUVRIER, CECI EST TON JOURNAL, ECRIS-NOUS !



Voici une photographie, publiée par un de nos confrères de Paris, qui montre à merveille l'opinion qu'a la bourgeoisie de la guerre dont elle est responsable. On pourrait la dédier à ces millions d'hommes qui ont payé de leur vie, dans le sang et la larme, les robes de quelques centaines de « Parisiennes » du même genre.

### POUSSIÈRES...

#### LE GÉNÉRAL BELLATRE DE TASSIGNY.

L'hebdomadaire « Samedi Soir », du 23 juin 1945 a consacré un long article à la prodigieuse personnalité du général Théâtre de Marigny. Nous en reproduisons quelques passages, sans aucune ironie évidemment.

« De Lettre n'a pas attendu d'être acteur (dans un film qui lui sera consacré) pour avoir le sens du dramatique. Il décida par exemple de « s'offrir » la prise de Colmar comme cadeau d'anniversaire... »

« ... De Lettre s'était installé dans la somptueuse demeure d'un millionnaire allemand. Elle avait un défaut, mais c'était un défaut grave : elle n'avait pas de jardin à la française. »

« Qu'à cela ne tienne... Un geste de la main, un ordre sec, et voilà un bataillon de sapeurs qui dynamite les arbres, transporte des milliers de mètres de gazon, sarcie, ratisse et jardine... En quelques jours, une immense pelouse avec des allées de gravier blanc s'arrondit devant le château... On place des ponts rustiques en bois peint... »

« C'est probablement pour cela qu'on mobilise les jeunes classes... Mais ce n'est pas fini : »

« De Lettre aime aussi les photographes et les cinéastes. Il a un pho-

tographe personnel qui sait trouver ses meilleurs angles et qui ne lui vole jamais un profil qu'il n'aime pas. Il a deux profils, un qu'il aime, et un qu'il censure... »

« De Lettre a demandé que deux photos de lui soient affichées dans chaque char... »

« ... De Lettre aime les Lettres et les Arts. Parce qu'il trouvait les rythmes de « Sambre et Meuse » un peu désuets, il a fait écrire par son compositeur personnel une marche « Rhin et Danube » qui donne la cadence de ses victoires... »

« De Lettre, qui ne laisse jamais rien au hasard, a fait préparer une biographie à l'usage des journalistes... »

« Quel homme, mais quel homme, ma chère ! Et ce n'est pas fini : »

« Sa personnalité s'accroît avec ses triomphes. En 1939, il vérifiait la propriété des caissons des hommes de sa division qui redescendaient des avant-postes. En 1945, il exige de ses officiers des mains nettes, des ongles impeccables et, à l'occasion, il vérifie leurs dents. Il les veut musclés et souples, jamais fatigués, toujours souriants. Les élèves officiers défilent torse nu devant lui et, pour qu'ils bombent le torse et rentrent le ventre, il les passe en revue avec, à côté de lui, des femmes... »

« Qu'en pensent les quelques rares F.T.P. qui ne sont pas encore en prison ? »

A la lecture d'événements récents, je vais tenter de vous expliquer la justesse du discours que Maurice Thorez fit à Irvy. Il se peut qu'à certains passages, vous trouviez sujet à raileries, je vous prie dans ce cas de considérer que le sujet est extrêmement sérieux.

« Les groupements armés, gardes civiques, etc., n'ont plus de raison et ne doivent pas se substituer à la police qui est seule qualifiée pour assurer l'ordre, etc. »

« En certain nombre de militants ont raté et prétendu que ça ne gazait pas du tout : »

« Or, par un exemple clair et limpide, je prétends vous prouver que les groupements de résistants n'étaient pas capables de faire le travail de la police. Voilà... »

« Vous savez tous que les héros officiers résistants de Maubeuge ont été arrêtés après avoir exécuté des mitrailleurs ; que depuis, bon nombre de F.F.I. et de F.T.P. encombrant les prisons de Paris. Eh bien ! qui osera me soutenir qu'on aurait pu se servir de « gardes civiques » pour opérer ces arrestations ? J'espère que c'est clair. D'ailleurs il faut bien se souvenir que Thorez a ajouté que les organisations de résistance devaient cependant jouer un rôle de conseillers, de vigiliants, etc. »

« Voilà ce que des mauvais esprits ont oublié dans le discours d'Irvy. Comme on voit, il n'est pas question d'aller tout rôle aux résistants comme l'insinuent certains perfides. »

« Par exemple, en suivant de près le discours d'Irvy, que devait faire la résistance de Chambéry lors du passage des fascistes espagnols ? »

« Pas ce qu'elle a fait, naturellement ! »

« La police n'était pas là, direz-vous. Si, elle y était, elle protégeait les franquistes ; elle ne pouvait donc pas les passer à tabac. On ne peut tout faire en même temps, que diable ! »

« Les résistants de Chambéry ne devaient pas se substituer à la loi. »

« Ils devaient simplement avertir la direction de la S.N.C.F. et le gouvernement qu'il y avait un train de fascistes se promenant incognito sur les rails de France. »

« Et « c'est tout », diront les critiques professionnels, d'un air sarcastique : »

« Non, ce n'est pas tout ! Vous rendez singulièrement la pensée du commandant Maurice Thorez. »

« Les résistants de Chambéry devaient s'occuper de la résistance en attendant une intervention du gouvernement. »

« Les résistants des localités traversées par ce maudit train devaient joindre à ceux de Chambéry (dans mesure où cela n'entraînait pas l'application du mot d'ordre « produit d'abord », naturellement). »

« Il n'était même pas à dédaigner qu'un représentant de la résistance harangué les occupants du train en demandant s'il n'y avait pas « quelques officiers trompés qui désiraient se racheter ». »

« En tout cas, le train devait être suivi avec « vigilance » jusqu'à la frontière espagnole. »

« Je vous entends ricaner felleusement : « Et puis après ? » »

« Non, décidément je ne peux poursuivre plus longtemps un dialogue avec des sectaires de votre espèce. »

« Et puis après ??? »

« Est-ce que je sais, moi ! Il y aurait peut-être eu une tempête de neige sur la ligne des Pyrénées. »

« Peut-être que les franquistes seraient tombés du train accidentellement. »

« Peut-être que Maurice Thorez aurait fait un autre discours. »

« Oui, réflexion faite, pas moyen de s'en tirer sans un autre laus, car avec celui d'Irvy je me sens tout à fait incapable d'empêcher les hitlériens de France de rentrer douillettement chez eux. »

« Et puis, vous m'embêtez ! Ca n'est tout de même pas moi qui ai fait ce satané discours. »

LE CHERCHEUR.



### POUSSIÈRES...

Fidèle à sa promesse (d'extirper le fascisme de ses repaires), le gouvernement fait sortir de prison un nombre chaque jour plus élevé de collaborateurs.

Fidèle également à sa promesse de mettre à la place des hauts fonctionnaires vichystes des résistants authentiques, le gouvernement met ces derniers dans les prisons que les premiers viennent de quitter.

« Quand on pense à cet infatigable Coering qui disait : « Mieux vaut des canons que du beurre ! » »

« Dieu merci, on en a fini avec ces monstrueuses théories... »

« A propos, cher ami, avez-vous été au magnifique défilé des Champs-Élysées ? »

« Oh ! j'aurais bien voulu... mais j'ai dû faire la queue depuis 6 heures du matin pour mes cent grammes de margarine. »

« La guerre a fait des victimes dans toutes les sphères ; nul n'a été épargné, quel que soit son rang. Récemment, une personne s'apitoyait sur le sort des déportés et citait l'exemple suivant : « Il est revenu de la-bas pour trouver sa fortune en complet écroulement ; son divorce lui fait perdre le peu qui lui restait, et il habite actuellement chez son gendre. Du reste, il écrit un livre afin de se faire un peu d'argent de poche... Intrigué et compatissant au sort de ce malheureux, nous demandons son nom. Notre inquiétude fut brève : ce déporté s'appelait Paul Raynaud. »

## LES LOYERS n'étaient pas assez chers

A l'approche du terme, les propriétaires ont repris l'offensive pour une augmentation des loyers. Ils l'ont obtenue sans grande difficulté. Et, tandis que la crise du logement est plus aiguë que jamais, les hôtels particuliers et les vastes appartements de ces mêmes propriétaires suffisent à peine à les abriter, eux, leurs dignes épouses et leurs chiens.

Un tel sens des affaires et des intérêts de la cité méritait récompense et c'est été faiblesse, dans ces conditions, que d'écouter les récriminations de cet éternel insatisfait : le locataire. D'autant plus qu'on lui promet des compensations au locataire un bel et bon plan de reconstruction. Un recensement des locaux inoccupés. Une caisse de compensation dont nous reparlerons en détail une autre fois.

Il est vrai que le plan de reconstruction est un savant mystère, où architectes « régionalistes » et affairistes vont pouvoir nager à l'aïse. Il est vrai aussi qu'il sera exécuté pour la naissance de nos petits-enfants, et que les prix des immeubles neufs vont crever tous les « plafonds ».

Nul n'ignore par ailleurs que le recensement, entrepris sous Pétain, se poursuit avec un rare bonheur, parmi les arrangements des petits copains, les complaisances et les bonnes relations.

Mais on tirerait argument pour prétendre que la propriété des terrains à bâtir et des immeubles de rapport est un odieux privilège, ne peut être le fait que de rouspéteurs mal avisés ou de mauvais citoyens.

### Ceux qu'on n'écoute pas.

« Un meeting organisé par la Fédération des locataires s'est tenu le 23 juin au Gymnase Jean-Jaurès, sous la présidence de Robert Francotte, conseiller municipal de Paris. « Un ordre du jour a été voté, déclarant notamment que « les locataires estiment inconcevable que le « Gouvernement provisoire puisse donner son accord à une augmentation de loyers qui réduirait encore les conditions de vie de ses précaires « des travailleurs ». » (Les journaux, SAYOT.

## PEUPLE, VOICI TES MAÎTRES !

Le procès de Wendel contre notre sympathique confrère Action — dont nous nous déclarons bien entendu entièrement solidaires — ramène en vedette une famille qui s'est déjà tristement signalée par une longue activité de marchands de canons, c'est-à-dire de représentants de ce que le capitalisme international peut avoir de plus cynique et de plus repoussant. Proifions-en pour dire quelques mots de leur origine et de leur activité.

### Premiers pas, premières armes.

L'aïeul, Jean-Georges de Wendel, naquit à Coblenze (Allemagne). Son petit-fils, Jean-Marlin, entra en France et créa ainsi la branche parallèle d'une famille qui, juridiquement allemande d'origine, mais économiquement sans frontières — et sans scrupules — devait ne pas cesser de s'enrichir en faisant couler à flots le sang des deux prolétariats voisins. Son fils Charles et le fils de ce dernier, Ignace, créa les usines (Hayange, Charleville, Tulle, Indret, Berdiviv, Creusot, etc.) qui peu à peu formèrent les éléments d'une énorme féodalité capitaliste épanouie comme un beau cancer sur le dos du peuple français et du peuple allemand.

### L'internationalisme des bénéfices.

Après 1870, les Etablissements de Wendel deviennent mi-partie al-

lemands, dans le territoire lorrain annexé (Société « de Wendel & Cie »), et mi-partie français (« Les Petits-Fils de François de Wendel »). La famille adopte les excellents principes de la division du travail, de la pluralité des marchés et de la diversité des



François DE WENDEL

rateliers. En 1880, avec un complice de choix (les Schneider de Creusot), elle fonde la filiale de Jouff, et tout le monde s'installe à Briey-Thionville, à cheval sur la frontière, dans un bassin célèbre que tous les états-majors en

guerre, dociles et intéressés, ont toujours soigneusement laissé intact.

A eux seuls les Etablissements franco-allemands de Wendel arrivèrent à produire, en 1906-1907, 805.000 tonnes d'acier et 900.000 de fonte, dont plus de deux tiers pour la Société « Les Petits-Fils ».

Les deux Sociétés, l'allemande qui avait des participations en France, et la Française qui avait des participations en Allemagne, se retrouvaient à Briey, et réunissaient, tant en France qu'en Allemagne, 11.000 hectares de concessions, plus 6.000 hectares en participations diverses, et tandis que M. François de Wendel président le Comptoir des Aciers en France, la Société des « Petits-Fils » participait au Stahlwerkband, en Allemagne, les uns et les autres sous la dépendance du « Syndicat des Cokes de Westphalie. Les deux Sociétés, constituées sur le même type, se composaient exclusivement des descendants de François de Wendel — avec Schneider & Cie toutefois à l'ouest — et les mêmes personnes géraient l'ensemble de cette curieuse entreprise familiale chevauchant les frontières et lui conservaient ainsi un caractère de plus en plus fermé, quasi secret. » (Crapouillot, Les Marchands de Canons contre la Nation, numéro spécial d'octobre 1933'. (Suite à la page 2.)

SUR LE FRONT OUVRIER AUX HOSPICES CIVILS DE LYON

M. Herriot, retour de Buchenwald, a été invité, avec un nombre respectable de convives, à l'hôtel Edouard Herriot, le délégué du personnel au directeur et le délégué adjoint déclinèrent l'invitation d'assister à ce déjeuner, mais crurent devoir aller présenter leurs salutations à M. Herriot à son arrivée.

« Champignons pour améliorer leur ordinaire », ce vous ferait un peu « boite d'assister à un tel déjeuner, mais qu'il n'ait attaché dans ces périodes de restriction. « C'est une raison de plus pour que nous n'y participions pas. »

TOUJOURS AU SUJET DE CE DINER

Les infirmières de Grange-Blanche, au courant du menu choisi et copieux réservé à M. Herriot et à ses convives, et le comparant avec leur ordinaire, eurent l'excellente idée de mettre sur le passage des gueilleux la pancarte suivante :

« REFECTOIRE DES INFIRMIERES (avec une flèche). NE PAS CONFONDMES LA. ON SERT DE LA RATATOUILLE ! »

Certains trouveront la chose déplorable. Nous pensons pour notre part qu'elle tombait on ne peut mieux. Brava camarades, infirmières, vous avez tracé la bonne voie. La meilleure preuve est que, si nos renseignements sont exacts, vous avez obtenu une amélioration de votre ordinaire. Seule l'action domine des résultats. Vous avez suivi la même voie que nos camarades de tous les pays, résolus à obtenir une prime de dévouement, l'ont obtenu, avec la solidarité de tous leurs camarades, étant décidés à arrêter le travail s'ils n'obtenaient pas satisfaction.

Mais vous devez comprendre que pour vos intérêts propres, vous avez besoin de la solidarité de tout le personnel, de même que chaque catégorie de personnel a besoin également de votre action. Ne nous laissons jamais diviser. C'est par notre action commune que nous pourrions obtenir satisfaction de nos légitimes revendications. Les pouvoirs publics ne s'inclinent que devant notre force au service de notre droit. Par l'occupation de la Préfecture, nous les avons fait trembler. Ils se sont ressaisis, voyant que nous le moment, nous ne « collions pas aller plus loin. Il faut que nous soyons prêts à « aller plus loin », et pour cela tout prévoir pour cette lutte, dès maintenant.

L'expérience des luttes ouvrières nous démontre d'une part l'absolue nécessité de l'union de la classe ouvrière dans la lutte et, d'autre part, que NOTRE DROIT NE S'IMPOSERA QUE PAR LA FORCE.

DANS LE BATIMENT

A Angers, au cours d'une réunion du Syndicat du bâtiment, la Fédération C.G.T. du bâtiment a fait connaître sa décision de faire verser le salaire d'une heure de travail par semaine, du 1er juin au 1er septembre, en vue de venir en aide aux déportés libérés.

Le Syndicat du bâtiment d'Angers a accepté cette marque de solidarité à l'égard des déportés, mais a tenu à voter une motion protestant énergiquement contre la carence du gouvernement, et contre le fait qu'il est toujours fait appel aux ouvriers au lieu de prélever les sommes nécessaires sur les bénéfices des entreprises et sur ceux qui ont profité de la guerre et de l'occupation.

Cette motion a été votée en plein accord par le Syndicat des ouvriers et celui des techniciens et cadres du bâtiment.

DU TRAVAIL ET DU PAIN POUR TOUS

QUE FAIT LA BOURGEOISIE ?

Elle sabote les nationalisations ! Elle impose la vie chère ! Elle maintient le chômage ! Elle maintient l'anarchie économique ! Elle arrête l'épuration ! Elle désarme le peuple ! Elle mène sa guerre ! Elle prépare sa paix ! Elle renforce son pouvoir !

QUE VEULENT LES TRAVAILLEURS ?

La nationalisation et socialisation des grandes entreprises sans indemnités ni rachat. L'échelle mobile des salaires à partir d'un minimum vital. L'échelle mobile des heures de travail. Le contrôle ouvrier de la production par les Comités d'entreprises. Un plan de production contrôlé par la C. G. T. L'épuration par les tribunaux populaires. L'armement du peuple. La paix internationale par la défaite intérieure du fascisme et le renversement mondial du capitalisme. L'instauration du gouvernement ouvrier et paysan ! Les Etats-Unis socialistes d'Europe et du Moyen-Orient.

OUVRIERS, PAYSANS, rompez toute coalition avec la bourgeoisie, suppôt du fascisme d'hier et de demain ! LA CLASSE TRAVAILLEUSE au pouvoir !



Il faudra bien un jour mettre au capitalisme un « poing » final !

SUR LE FRONT INTERNATIONAL

ITALIE

Rome, 14 juin. « De nouveaux cas d'exécutions sommaires sont signalés en Italie du Nord. A Gènes, un nommé Masetti et sa femme, accusés de collaboration, ont été attaqués à coups de feu par des inconnus. La femme a été tuée net. Son mari a été achevé plus tard par des individus masqués, à l'hôpital où il avait été transporté. » (A.F.P.)

Rome, 17 juin. « Une grève générale a été proclamée à Milan par le C.L.N., pour protester contre le verdict de la Cour d'assises extraordinaire qui a condamné à vingt ans de prison Carlo Basile, préfet fasciste de Gènes, dont la population demandait la mise à mort en tant que responsable des déportations massives en Allemagne. Ce verdict, dont la modération était due au fait que Carlo Basile eut une brillante conduite pendant la guerre 1914-1918, a également provoqué des manifestations populaires à Gènes. » (A.F.P.)

« On apprend que les alliés auraient fait savoir aux autorités italiennes que si l'agitation ouvrière qui règne actuellement en Italie du Nord ne cessait pas, ils se verraient obligés de remplacer les travailleurs italiens par des prisonniers allemands dans les entreprises les plus importantes de ces régions. » (Combat 23 juin.)

Trieste, 60.000 ouvriers se sont mis en grève à Trieste, mande Reuter, à la suite du licenciement par les autorités alliées de la police et de la milice locales. (Front National 26 juin.)

Après avoir voulu, sur la proposition du Général Alexander, entourer l'Italie du Nord d'un « cordon sanitaire » de façon à l'isoler entièrement de toute solidarité possible avec les travailleurs étrangers, les alliés sont dans le plus grand embarras. Ça ne va pas du tout. En effet, rien n'arrive encore à mater le peuple qui a déclenché sous l'occupation nazie les grandioses grèves de Milan, Gènes et Turin.

Les partisans refusent de rendre les armes. Ils assurent eux-mêmes une épuration dont on n'a que trop vu le caractère dérisoire lorsqu'elle est laissée, comme en France, aux mains de la bourgeoisie; le Comité de libération refuse de céder, aux manœuvres politiques de Rome; les partis de gauche exigent la disparition de la royauté et les travailleurs réclament l'instauration d'une république démocratique effective. Et voilà qu'on demande maintenant que la capitale de l'Italie ne soit plus à Rome, mais dans une des villes industrielles du Nord.

Cette agitation inquiète les autorités « responsables ». Le gouvernement militaire allié d'Italie du Nord vient d'interdire, le 18 juin, les commissions intérieures dans les usines. Ces commissions intérieures, établies officiellement par Badoglio sous la pression des masses, furent imposées à Mussolini lui-même qui dut les reconnaître légalement, au moment de son épuration néo-fasciste républicaine. Elles jouèrent le rôle limité d'une délégation du personnel, mais même cela est trop dangereux dans un pays aussi « excité » pour les alliés, car ils viennent donc, plus forts que les fascistes, de supprimer une représentation ouvrière que le fascisme lui-même avait été obligé de conserver.

Quoi qu'il en soit, le peuple italien n'abdique pas. Saluons son offensive contre le capital international et ses patrons locaux. Chaque coup porté à la bourgeoisie d'un pays est un peu moins d'oppression bourgeoise dans le monde.

ESPAGNE

On n'a que peu d'informations sur ce qui se passe réellement en Espagne, ou chez les Espagnols. A l'extérieur, on sait quelles protestations ont été relevées pour qu'on cesse de lever à Franco les républicains glorieux qui après avoir été atomisés chez nous en 1938, mobilisés en Espagne au front, décorés réinternés...

« Comment en Tchecoslovaquie et remontant par le nord de Prague jusqu'à des centaines de kilomètres en Allemagne, s'étend aujourd'hui un corridor de désespoir humain, probablement unique dans l'histoire. Ce corridor humain est composé de centaines de milliers d'Allemands et d'autres civils, qui se trouvent dans le « No Man's Land » — par endroits d'une largeur de plus de cinquante kilomètres — qui s'étend entre les armées russe et américaine. Ces malheureux ont essayé de fuir les Russes, mais nous n'en voulons pas non plus. Et, comme me l'a dit ce soir une autorité américaine, ils ne font qu'errer à l'aventure » entre les deux armées.

Depuis la jonction du front, les forces soviétiques et américaines se sont toutes deux retirées sur des lignes marquées de notre côté par des troupes blanches et de leur par des troupes rouges. Entre ces lignes il n'y a pas de gouvernement militaire, ni russe ni américain. C'est un nouveau corridor européen du désespoir.

Cet article, ajouté aux projets de transferts immenses de travailleurs, aux modifications arbitraires de frontières, aux déplacements massifs de populations, à tout ce que ces quelques décisions de « conférences » peuvent représenter de misères quotidiennes pour les travailleurs d'Europe qui ont déjà payé de tant de sang la guerre impérialiste, fait songer à la déclaration sacrée du vice-président des Etats-Unis Wallace qui assurait que nous entrions dans l'ère de l'homme du peuple et que l'administration du monde serait faite par le peuple et pour lui. La réalité est bien différente de ces hypocrites proclamations de la haute finance américaine.

« Nous allons refaire une grande aviation française. » (Charles TILLON, « Humanité », 16 mai 1945.)

« Ecoutez le cri des Syriens tués à coups de fléchettes par les aviateurs de la troisième République. » (ARAGON, « Le Front Rouge », 1932.)

« Nous allons refaire une grande aviation française. » (Charles TILLON, « Humanité », 16 mai 1945.)

« Ecoutez le cri des Syriens tués à coups de fléchettes par les aviateurs de la troisième République. » (ARAGON, « Le Front Rouge », 1932.)

« Nous allons refaire une grande aviation française. » (Charles TILLON, « Humanité », 16 mai 1945.)

« Ecoutez le cri des Syriens tués à coups de fléchettes par les aviateurs de la troisième République. » (ARAGON, « Le Front Rouge », 1932.)

« Nous allons refaire une grande aviation française. » (Charles TILLON, « Humanité », 16 mai 1945.)

« Ecoutez le cri des Syriens tués à coups de fléchettes par les aviateurs de la troisième République. » (ARAGON, « Le Front Rouge », 1932.)

« Nous allons refaire une grande aviation française. » (Charles TILLON, « Humanité », 16 mai 1945.)

« Ecoutez le cri des Syriens tués à coups de fléchettes par les aviateurs de la troisième République. » (ARAGON, « Le Front Rouge », 1932.)

« Nous allons refaire une grande aviation française. » (Charles TILLON, « Humanité », 16 mai 1945.)

« Ecoutez le cri des Syriens tués à coups de fléchettes par les aviateurs de la troisième République. » (ARAGON, « Le Front Rouge », 1932.)

« Nous allons refaire une grande aviation française. » (Charles TILLON, « Humanité », 16 mai 1945.)

« Ecoutez le cri des Syriens tués à coups de fléchettes par les aviateurs de la troisième République. » (ARAGON, « Le Front Rouge », 1932.)

à l'armistice, ont été pris par les nazis dans les bagnes de l'Organisation Todt, et, à la libération, ont souvent été considérés par les alliés comme prisonniers de guerre.

A l'intérieur, « le chef local de la Phalange de San Mateo a été tué par des inconnus, ainsi qu'à Pécuerinos, province d'Avila, un combat rangé entre gardes civils et marquisards républicains a fait 7 morts. » (Les journaux.)

« Chaque coup porté à la bourgeoisie... »

ECHELLE MOBILE DES SALAIRES

(SUITE DE LA PAGE 1)

Il faut, comme en 1936, qu'une commission syndicale contrôle le coût de la vie, et, par conséquent, des salaires, des traitements et des retraites à un minimum vital, leur fasse suivre automatiquement les fluctuations du coût de la vie. Vous doublez le prix du pain, des transports, des vêtements? Nous voulons des salaires doubles. Vous triplez les salaires triples. Etc.

DE QUOI VIVRE ?

Il est évident que cette mesure est pas du goût de MM. les capitalistes et de leurs valets, car elle freinera la course au profit qui est leur seule raison d'exister. Aussi s'y opposent-ils farouchement, comme à toutes les mesures qui portent atteinte à leurs privilèges, mais ils prouvent par la même qu'elle les touche au point sensible. Or ceci ne peut être, pour nous, qu'une raison de plus de lutter pour son application.

Quant à la nécessité de la « patience », des « sacrifices nécessaires », nous répondons que nous refusons de payer les frais de la guerre dont nous voyons trop bien les vrais mobiles : le fer, le pétrole, les produits coloniaux. Que les riches paient les dégâts. Nous voulons vivre. Si ce doit être au prix de la ruine de certains patrons, nos comités d'usines et nos syndicats se chargeront de prendre en mains, pour leur compte, la gestion des affaires.

Commençons dès aujourd'hui à battre en brèche le régime capitaliste, à lutter pour l'instauration du pouvoir ouvrier, et surtout à exiger de quoi vivre, en revendiquant dans nos syndicats et nos organisations politiques :

L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES !

Bruno MAGNEUX.

Quand le peuple bouge

Le sol vient de trembler sous les pas de la bourgeoisie italienne; immédiatement, le capitalisme international, oubliant ses divisions d'hier, se précipite pour étouffer la poussée prolétarienne. Les pretives éclatent de toutes parts. Ce sont les internements massifs d'émigrés italiens dans les camps de Suisse, dénoncés par les journaux de ce pays. Ce sont toutes les mesures prises en Italie par les alliés pour détruire ou réduire au minimum les avantages qu'avait acquis au prix de son sang la classe laborieuse. Et le gouvernement français lui-même n'hésite pas à mettre la main à la pâte. Sous prétexte de vérifications d'identité, on retient pendant plusieurs mois des déportés S.T.O. rapatriés automatiquement par les Américains (une trentaine sur cent) et retenu à la Ducher. On refuse les papiers nécessaires pour leur rapatriement à tous les antifascistes exilés par Mussolini. Qu'un triage sévère soit fait ! — Que des cinquantes soient menés sur tous les individus suspects d'avoir appartenu à des organisations fascistes. — Que nous saurons au préalable. — Mais nous nous étonnerait tellement. On a notre épuration, n'est-ce pas ?

PEUPLE, VOICI TES MAITRES !

(SUITE DE LA PAGE 1)

Une « bonne » guerre. François de Wendel était en 1914 membre de la commission de direction du Comité des Forges. Humbert de Wendel fut en 1915 directeur du Bureau d'Achats à Londres du Comité des Forges. Le beau-frère d'un de ces messieurs, le général de la Panouze (sic) fut le contrôleur de ce Bureau d'Achats.

Et lorsque notre bonne bourgeoisie, sous la pression de certaines inquiétudes populaires assez compréhensibles (après quatre années de massacres), se résigna enfin à faire une enquête sur les bénéfices scandaleux des profiteurs de guerre, le député chargé d'établir le rapport sur la métallurgie fut, évidemment, François de Wendel.

Heureusement, car d'après un député tout à fait mal élevé, Gaudin de Villaine, la Société Penarroya, dont un membre du Conseil d'administration était Humbert de Wendel (déjà cité), avait fourni en pleine guerre du plomb à l'Allemagne par l'intermédiaire de la Suisse.

POUSSIERES...

Nous ne croyons pas qu'il y ait encore beaucoup de naïfs pour croire que la turquerie qui vient à peine de se terminer en Europe doit être la dernière. Mais, s'il s'en trouvait, M. Forrestal, ministre américain de la Marine, se chargeait de les éclairer. Il vient en effet de créer un bureau de recherches et d'inventions pour l'étude de nouvelles armes et procédés de combats conformes aux exigences de la guerre moderne. — « Un pays qui veut être prêt scientifiquement à la guerre, dit-il, doit faire ses préparatifs en temps de paix. — Bien sûr! C'est un peu plus cynique que le vieux « si tu veux la paix, prépare la guerre », mais ça revient au même. — Quant à nous, nous préférons : « Si tu veux la paix, prépare la révolution ».

LA VOIX DU LECTEUR

Une lectrice nous écrit : « Voici ma modeste contribution à votre journal que j'ai lu avec beaucoup de plaisir et qui m'a vivement intéressé. Puisse-t-il éclairer beaucoup d'esprits aveuglés par de vaines illusions. » Flora M... (Gannes).

En souvenir de Roger Lemoine... 100  
Flora M... (Gannes)..... 50  
De retour du front..... 250  
M. Camus ..... 100  
Un sympathisant ..... 220  
Un officier F.F.I. .... 50  
Lieutenant Malak ..... 180  
Un de la mécanique « Les Câbles de Lyon » ..... 75  
Un groupe d'ouvriers amis ..... 750  
Pour la victoire du prolétariat ..... 500  
Marcel Delong ..... 100  
Quelques sympathisants ..... 240  
Emile Warckam et ses parents ..... 350  
Camarades, pour que vive ce journal qui est le vôtre, souscrivez ! Abonnez-vous !  
6 mois ..... 1 an .....  
30 ..... 50 .....  
Adresses vos versements à :  
Mlle E. Leravat, modiste, 34 rue Molière, Lyon (6e)  
Lyon, C.C.P. 1749-55.

PEUPLE, VOICI TES MAITRES !

(SUITE DE LA PAGE 1)

Le scandale de Briey. Quant à Briey qui, dans la guerre de 1914-1918, représentait un bassin vital pour l'Allemagne (le point de vue de l'avis de M. Weis, directeur des mines, de M. Egerand, député, et des Dernières Nouvelles de Leipzig du 10 octobre 1917, une avance de sept kilomètres sur quinze dans ce secteur eût suffi à terminer la guerre d'un seul coup) ; personne n'y toucha pendant quatre ans, ni aviateur, ni soldat, ni ballon, ni bombe, ni souffle d'air, ni quoi que ce soit qui put incommoder les seigneurs de Wendel. Des ordres furent donnés à l'aviation et furent sévèrement appliqués. Exemple : l'aviateur bien connu Bossolout, qui récolta trente jours de prison pour avoir par erreur laissé tomber une bombe dans le brouillard sur le joli petit biplan de petit bassin. Ordres donnés du côté allemand par M. Von Wendel, député au Reichstag allemand, et du côté français, par M. de Wendel, député au Parlement français.

Quant à Briey qui, dans la guerre de 1914-1918, représentait un bassin vital pour l'Allemagne (le point de vue de l'avis de M. Weis, directeur des mines, de M. Egerand, député, et des Dernières Nouvelles de Leipzig du 10 octobre 1917, une avance de sept kilomètres sur quinze dans ce secteur eût suffi à terminer la guerre d'un seul coup) ; personne n'y toucha pendant quatre ans, ni aviateur, ni soldat, ni ballon, ni bombe, ni souffle d'air, ni quoi que ce soit qui put incommoder les seigneurs de Wendel. Des ordres furent donnés à l'aviation et furent sévèrement appliqués. Exemple : l'aviateur bien connu Bossolout, qui récolta trente jours de prison pour avoir par erreur laissé tomber une bombe dans le brouillard sur le joli petit biplan de petit bassin. Ordres donnés du côté allemand par M. Von Wendel, député au Reichstag allemand, et du côté français, par M. de Wendel, député au Parlement français.

Quant à Briey qui, dans la guerre de 1914-1918, représentait un bassin vital pour l'Allemagne (le point de vue de l'avis de M. Weis, directeur des mines, de M. Egerand, député, et des Dernières Nouvelles de Leipzig du 10 octobre 1917, une avance de sept kilomètres sur quinze dans ce secteur eût suffi à terminer la guerre d'un seul coup) ; personne n'y toucha pendant quatre ans, ni aviateur, ni soldat, ni ballon, ni bombe, ni souffle d'air, ni quoi que ce soit qui put incommoder les seigneurs de Wendel. Des ordres furent donnés à l'aviation et furent sévèrement appliqués. Exemple : l'aviateur bien connu Bossolout, qui récolta trente jours de prison pour avoir par erreur laissé tomber une bombe dans le brouillard sur le joli petit biplan de petit bassin. Ordres donnés du côté allemand par M. Von Wendel, député au Reichstag allemand, et du côté français, par M. de Wendel, député au Parlement français.

Quant à Briey qui, dans la guerre de 1914-1918, représentait un bassin vital pour l'Allemagne (le point de vue de l'avis de M. Weis, directeur des mines, de M. Egerand, député, et des Dernières Nouvelles de Leipzig du 10 octobre 1917, une avance de sept kilomètres sur quinze dans ce secteur eût suffi à terminer la guerre d'un seul coup) ; personne n'y toucha pendant quatre ans, ni aviateur, ni soldat, ni ballon, ni bombe, ni souffle d'air, ni quoi que ce soit qui put incommoder les seigneurs de Wendel. Des ordres furent donnés à l'aviation et furent sévèrement appliqués. Exemple : l'aviateur bien connu Bossolout, qui récolta trente jours de prison pour avoir par erreur laissé tomber une bombe dans le brouillard sur le joli petit biplan de petit bassin. Ordres donnés du côté allemand par M. Von Wendel, député au Reichstag allemand, et du côté français, par M. de Wendel, député au Parlement français.

Quant à Briey qui, dans la guerre de 1914-1918, représentait un bassin vital pour l'Allemagne (le point de vue de l'avis de M. Weis, directeur des mines, de M. Egerand, député, et des Dernières Nouvelles de Leipzig du 10 octobre 1917, une avance de sept kilomètres sur quinze dans ce secteur eût suffi à terminer la guerre d'un seul coup) ; personne n'y toucha pendant quatre ans, ni aviateur, ni soldat, ni ballon, ni bombe, ni souffle d'air, ni quoi que ce soit qui put incommoder les seigneurs de Wendel. Des ordres furent donnés à l'aviation et furent sévèrement appliqués. Exemple : l'aviateur bien connu Bossolout, qui récolta trente jours de prison pour avoir par erreur laissé tomber une bombe dans le brouillard sur le joli petit biplan de petit bassin. Ordres donnés du côté allemand par M. Von Wendel, député au Reichstag allemand, et du côté français, par M. de Wendel, député au Parlement français.

Quant à Briey qui, dans la guerre de 1914-1918, représentait un bassin vital pour l'Allemagne (le point de vue de l'avis de M. Weis, directeur des mines, de M. Egerand, député, et des Dernières Nouvelles de Leipzig du 10 octobre 1917, une avance de sept kilomètres sur quinze dans ce secteur eût suffi à terminer la guerre d'un seul coup) ; personne n'y toucha pendant quatre ans, ni aviateur, ni soldat, ni ballon, ni bombe, ni souffle d'air, ni quoi que ce soit qui put incommoder les seigneurs de Wendel. Des ordres furent donnés à l'aviation et furent sévèrement appliqués. Exemple : l'aviateur bien connu Bossolout, qui récolta trente jours de prison pour avoir par erreur laissé tomber une bombe dans le brouillard sur le joli petit biplan de petit bassin. Ordres donnés du côté allemand par M. Von Wendel, député au Reichstag allemand, et du côté français, par M. de Wendel, député au Parlement français.

Quant à Briey qui, dans la guerre de 1914-1918, représentait un bassin vital pour l'Allemagne (le point de vue de l'avis de M. Weis, directeur des mines, de M. Egerand, député, et des Dernières Nouvelles de Leipzig du 10 octobre 1917, une avance de sept kilomètres sur quinze dans ce secteur eût suffi à terminer la guerre d'un seul coup) ; personne n'y toucha pendant quatre ans, ni aviateur, ni soldat, ni ballon, ni bombe, ni souffle d'air, ni quoi que ce soit qui put incommoder les seigneurs de Wendel. Des ordres furent donnés à l'aviation et furent sévèrement appliqués. Exemple : l'aviateur bien connu Bossolout, qui récolta trente jours de prison pour avoir par erreur laissé tomber une bombe dans le brouillard sur le joli petit biplan de petit bassin. Ordres donnés du côté allemand par M. Von Wendel, député au Reichstag allemand, et du côté français, par M. de Wendel, député au Parlement français.

Quant à Briey qui, dans la guerre de 1914-1918, représentait un bassin vital pour l'Allemagne (le point de vue de l'avis de M. Weis, directeur des mines, de M. Egerand, député, et des Dernières Nouvelles de Leipzig du 10 octobre 1917, une avance de sept kilomètres sur quinze dans ce secteur eût suffi à terminer la guerre d'un seul coup) ; personne n'y toucha pendant quatre ans, ni aviateur, ni soldat, ni ballon, ni bombe, ni souffle d'air, ni quoi que ce soit qui put incommoder les seigneurs de Wendel. Des ordres furent donnés à l'aviation et furent sévèrement appliqués. Exemple : l'aviateur bien connu Bossolout, qui récolta trente jours de prison pour avoir par erreur laissé tomber une bombe dans le brouillard sur le joli petit biplan de petit bassin. Ordres donnés du côté allemand par M. Von Wendel, député au Reichstag allemand, et du côté français, par M. de Wendel, député au Parlement français.

Quant à Briey qui, dans la guerre de 1914-1918, représentait un bassin vital pour l'Allemagne (le point de vue de l'avis de M. Weis, directeur des mines, de M. Egerand, député, et des Dernières Nouvelles de Leipzig du 10 octobre 1917, une avance de sept kilomètres sur quinze dans ce secteur eût suffi à terminer la guerre d'un seul coup) ; personne n'y toucha pendant quatre ans, ni aviateur, ni soldat, ni ballon, ni bombe, ni souffle d'air, ni quoi que ce soit qui put incommoder les seigneurs de Wendel. Des ordres furent donnés à l'aviation et furent sévèrement appliqués. Exemple : l'aviateur bien connu Bossolout, qui récolta trente jours de prison pour avoir par erreur laissé tomber une bombe dans le brouillard sur le joli petit biplan de petit bassin. Ordres donnés du côté allemand par M. Von Wendel, député au Reichstag allemand, et du côté français, par M. de Wendel, député au Parlement français.

Quant à Briey qui, dans la guerre de 1914-1918, représentait un bassin vital pour l'Allemagne (le point de vue de l'avis de M. Weis, directeur des mines, de M. Egerand, député, et des Dernières Nouvelles de Leipzig du 10 octobre 1917, une avance de sept kilomètres sur quinze dans ce secteur eût suffi à terminer la guerre d'un seul coup) ; personne n'y toucha pendant quatre ans, ni aviateur, ni soldat, ni ballon, ni bombe, ni souffle d'air, ni quoi que ce soit qui put incommoder les seigneurs de Wendel. Des ordres furent donnés à l'aviation et furent sévèrement appliqués. Exemple : l'aviateur bien connu Bossolout, qui récolta trente jours de prison pour avoir par erreur laissé tomber une bombe dans le brouillard sur le joli petit biplan de petit bassin. Ordres donnés du côté allemand par M. Von Wendel, député au Reichstag allemand, et du côté français, par M. de Wendel, député au Parlement français.

Quant à Briey qui, dans la guerre de 1914-1918, représentait un bassin vital pour l'Allemagne (le point de vue de l'avis de M. Weis, directeur des mines, de M. Egerand, député, et des Dernières Nouvelles de Leipzig du 10 octobre 1917, une avance de sept kilomètres sur quinze dans ce secteur eût suffi à terminer la guerre d'un seul coup) ; personne n'y toucha pendant quatre ans, ni aviateur, ni soldat, ni ballon, ni bombe, ni souffle d'air, ni quoi que ce soit qui put incommoder les seigneurs de Wendel. Des ordres furent donnés à l'aviation et furent sévèrement appliqués. Exemple : l'aviateur bien connu Bossolout, qui récolta trente jours de prison pour avoir par erreur laissé tomber une bombe dans le brouillard sur le joli petit biplan de petit bassin. Ordres donnés du côté allemand par M. Von Wendel, député au Reichstag allemand, et du côté français, par M. de Wendel, député au Parlement français.

Quant à Briey qui, dans la guerre de 1914-1918, représentait un bassin vital pour l'Allemagne (le point de vue de l'avis de M. Weis, directeur des mines, de M. Egerand, député, et des Dernières Nouvelles de Leipzig du 10 octobre 1917, une avance de sept kilomètres sur quinze dans ce secteur eût suffi à terminer la guerre d'un seul coup) ; personne n'y toucha pendant quatre ans, ni aviateur, ni soldat, ni ballon, ni bombe, ni souffle d'air, ni quoi que ce soit qui put incommoder les seigneurs de Wendel. Des ordres furent donnés à l'aviation et furent sévèrement appliqués. Exemple : l'aviateur bien connu Bossolout, qui récolta trente jours de prison pour avoir par erreur laissé tomber une bombe dans le brouillard sur le joli petit biplan de petit bassin. Ordres donnés du côté allemand par M. Von Wendel, député au Reichstag allemand, et du côté français, par M. de Wendel, député au Parlement français.

Quant à Briey qui, dans la guerre de 1914-1918, représentait un bassin vital pour l'Allemagne (le point de vue de l'avis de M. Weis, directeur des mines, de M. Egerand, député, et des Dernières Nouvelles de Leipzig du 10 octobre 1917, une avance de sept kilomètres sur quinze dans ce secteur eût suffi à terminer la guerre d'un seul coup) ; personne n'y toucha pendant quatre ans, ni aviateur, ni soldat, ni ballon, ni bombe, ni souffle d'air, ni quoi que ce soit qui put incommoder les seigneurs de Wendel. Des ordres furent donnés à l'aviation et furent sévèrement appliqués. Exemple : l'aviateur bien connu Bossolout, qui récolta trente jours de prison pour avoir par erreur laissé tomber une bombe dans le brouillard sur le joli petit biplan de petit bassin. Ordres donnés du côté allemand par M. Von Wendel, député au Reichstag allemand, et du côté français, par M. de Wendel, député au Parlement français.

Quant à Briey qui, dans la guerre de 1914-1918, représentait un bassin vital pour l'Allemagne (le point de vue de l'avis de M. Weis, directeur des mines, de M. Egerand, député, et des Dernières Nouvelles de Leipzig du 10 octobre 1917, une avance de sept kilomètres sur quinze dans ce secteur eût suffi à terminer la guerre d'un seul coup) ; personne n'y toucha pendant quatre ans, ni aviateur, ni soldat, ni ballon, ni bombe, ni souffle d'air, ni quoi que ce soit qui put incommoder les seigneurs de Wendel. Des ordres furent donnés à l'aviation et furent sévèrement appliqués. Exemple : l'aviateur bien connu Bossolout, qui récolta trente jours de prison pour avoir par erreur laissé tomber une bombe dans le brouillard sur le joli petit biplan de petit bassin. Ordres donnés du côté allemand par M. Von Wendel, député au Reichstag allemand, et du côté français, par M. de Wendel, député au Parlement français.

Quant à Briey qui, dans la guerre de